



Projet de loi 229 : *Loi sur la protection, le soutien et la relance face à la COVID-19*

Mémoire du SCFP-Ontario au Comité permanent des finances et des affaires économiques

2 décembre 2020

Nous vous remercions de nous permettre de présenter nos points de vue au sujet du projet de loi 229, la *Loi sur la protection, le soutien et la relance face à la COVID-19*. Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), Division de l'Ontario, est le plus important syndicat de la province avec plus de 280 000 membres. Les membres du SCFP travaillent dans les soins de santé, les municipalités, les conseils scolaires, les services sociaux et l'enseignement postsecondaire, offrant des services de première ligne qui aident à faire de l'Ontario un endroit merveilleux où vivre.

Nous sommes au cœur d'une deuxième vague dévastatrice de la COVID-19. Chaque jour et chaque semaine, l'Ontario bat des records quant au nombre de cas et de décès de la COVID-19. Nos unités de soins intensifs – particulièrement dans les régions les plus touchées – sont pleines. Certaines débordent même. Il y a une flambée du nombre de cas dans un nombre de plus en plus élevé d'établissements de soins de longue durée et le nombre de décès de la COVID-19 est en hausse.

Les membres du SCFP travaillent sur les lignes de front, aidant à protéger les Ontariens de la pandémie, chaque jour. Nous sommes dans les salles d'urgence et les unités de soins intensifs de vos hôpitaux; nous sommes les préposés aux services de soutien à la personne dans les foyers de soins de longue durée et les maisons de retraite; nous sommes les ambulanciers paramédicaux qui vous transporteront de façon sécuritaire à l'hôpital lorsque vous ne pouvez pas vous y rendre par vous-même. Les membres du SCFP sont des membres du personnel qui travaillent dans la santé publique, à faire les tests et la recherche de contacts. Un nombre important de membres du SCFP sont également sur les lignes de front pour soutenir les Ontariens. Nous sommes les travailleurs des refuges qui aident les sans-abris. Nous sommes les travailleurs en garderie qui aident les parents qui travaillent dans les services essentiels. Nous sommes dans les salles de classe, aidant nos enfants à apprendre. Nous sommes les travailleurs des services essentiels qui doivent rentrer au travail afin de voir à ce que nos collectivités continuent de fonctionner : les ramasseurs des déchets solides, les conducteurs de chasse-neige, les spécialistes de l'eau potable, les travailleurs du transport en commun et les travailleurs de l'électricité.

Plus de 500 membres du SCFP en Ontario ont contracté la COVID-19 au travail et au moins cinq en sont morts. Plus de 14 000 membres du SCFP sont présentement au chômage en raison de la pandémie.

L'Ontario est à un moment crucial de sa lutte contre la COVID-19 et il est important que ce budget fasse vraiment ce qu'il devrait faire, à savoir protéger les Ontariens contre cette pandémie, soutenir les Ontariens face aux problèmes de santé et aux problèmes économiques causés par cette pandémie et préparer le terrain pour la relance. Malheureusement, nous croyons que ce budget est loin de répondre à ce dont (à quoi?) les Ontariens ont besoin et qu'il ne protège pas, ne soutient pas et ne met pas la table pour la relance.

Dans le mémoire prébudgétaire du SCFP, nous vous avons demandé de considérer un changement d'orientation pour votre gouvernement. Nous vous demandons de soutenir (renforcer?) les services publics qui font le gros du travail pendant cette pandémie et que vous remédiez aux inégalités qui entraînent des taux de transmission de la COVID-19 plus élevés parmi les communautés à faible revenu et racisées. Nous vous demandons d'éviter un programme basé sur l'austérité et les coupures dans les services publics vers un soutien important des services publics qui assurent le fonctionnement de nos collectivités. Si une personne voulait présenter une étude sommaire de votre budget de l'automne, elle pourrait penser que le gouvernement de l'Ontario avait, en effet, changer d'orientation (OK?). Nous reconnaissons que les dépenses et le déficit budgétaire que vous avez annoncés sont plus élevés que jamais auparavant. Cependant, le budget n'achemine pas les fonds là où ils devraient vraiment aller (BIEN DIT?). Ce budget enrichit les riches et prive le secteur public des ressources nécessaires pour protéger les Ontariens. Il ne protège pas, il ne soutient pas et il ne met pas la table pour une relance.

Les préoccupations du SCFP-Ontario sont principalement à savoir où le gouvernement **dépense** et, le plus important, où le gouvernement **ne** dépense **pas**. De plus, nous avons d'importantes objections au sujet de la stratégie de recettes de votre gouvernement. Ce budget prévoit des réductions d'impôt et des subventions pour l'électricité permanentes pour bon nombre des grandes sociétés et entreprises les plus rentables de cette province. Bon nombre sont des entreprises qui ont fait de l'argent, sans compter, à la suite de la pandémie. **Elles n'ont pas besoin de réductions d'impôt et de subventions pour l'électricité.** Une stratégie de recettes sur le long terme irait chercher des impôts supplémentaires de ces entreprises qui ont profité de la pandémie, afin que nous puissions continuer de soutenir les programmes publics dont dépendent les Ontariens.

Le financement de programmes de base pour les principales enveloppes de programmes continue de prendre du recul par rapport à l'inflation, la croissance démographique et la demande.

Si le gouvernement de l'Ontario veut réussir à freiner cette pandémie, nous devons consolider nos services publics. Les services publics font le gros du travail pour nous protéger contre la COVID-19 tout en continuant de répondre à leur mandat important, soit assurer le fonctionnement quotidien de l'Ontario. Ces services nous gardent en santé, prennent soin de nos parents, éduquent nos enfants, nous transportent d'un endroit à l'autre et nous offrent une eau potable, pour ne nommer que quelques-uns de leurs fonctions vitales.

Mais au lieu de soutenir ces services, c'est le contraire qui se produit. Ce qui ressort principalement de ce budget est que la plupart des augmentations des dépenses pour les programmes du secteur public sont temporaires. Parallèlement, les baisses d'impôt, les subventions et les mesures d'aide pour le secteur privé semblent permanentes. À

l'exception de la santé, où on prévoit une augmentation de 7,5 % du financement au cours des trois prochaines années, le financement pour tous les autres services est stable. De plus, lorsque nous tenons compte de l'inflation (entre 0,5 % et 2 % par année) et de la croissance démographique (1,8 % par année), même le budget de la santé est stable et les modestes augmentations énumérées ci-dessous dans d'autres secteurs de programmes deviennent des réductions ou des coupures.

Tableau 1 : Dépenses de programmes du gouvernement de l'Ontario : les cinq plus importantes enveloppes de programmes (en milliards de dollars)

	Réel 2019-2020	2020-2021 ¹	Augmentation annuelle en pourcentage	2021-2022	Augmentation annuelle en pourcentage	2022-2023	Augmentation annuelle en pourcentage	Augmentation totale en pourcentage sur trois ans
Programmes								
Santé	63,7	64,6	1,41 %	67,0	3,72 %	68,5	2,24 %	7,54 %
Éducation	30,2	31,0	2,65 %	31,1	0,32 %	31,3	0,64 %	3,64 %
Enseignement postsecondaire	10,5	10,7	1,90 %	10,9	1,87 %	11,2	2,75 %	6,67 %
Services à l'enfance et services sociaux	17,1	17,9	4,68 %	17,8	-0,56 %	17,9	0,56 %	4,68 %
Justice	4,7	4,6	-2,13 %	4,6	0,00 %	4,6	0,00 %	-2,13 %
Total pour les cinq plus importantes enveloppes de programmes	126,2 \$	128,8 \$	2,06 %	131,4 \$	2,02 %	133,5 \$	1,60 %	5,78 %

Ce que la pandémie a mis en relief est à quel point nous dépendons de nos programmes publics pour notre santé et notre bien-être. Des années de coupures budgétaires par votre gouvernement, avant la pandémie, a mis les services publics de l'Ontario à rude épreuve, voire même jusqu'au point de rupture. On doit allouer plus d'argent aux enveloppes de programmes de base pour ces services essentiels dès maintenant et à l'avenir. Les compressions financières des budgets précédents devraient être rétablies et votre gouvernement devrait, *au minimum*, augmenter les dépenses au rythme de l'inflation et de la croissance démographique. Après des années de sous-financement de ces services essentiels, des fonds additionnels sont également nécessaires pour stabiliser les services publics.

On doit retirer la privatisation de la santé de l'équation.

¹ Les augmentations du financement de base sont surestimées dans les enveloppes pour l'éducation et les services sociaux en raison des augmentations du financement temporaire pour la COVID-19 pour 2020-2021.

Le SCFP-Ontario a été heureux de voir des fonds additionnels pour augmenter la capacité en finançant plus de lits d'hôpitaux. La capacité d'hospitalisation doit désespérément être accrue. Nous avons cependant une grave préoccupation à l'effet que ce seront des établissements privés en dehors des hôpitaux qui recevront le financement pour répondre à la capacité d'hospitalisation. Des références dans votre document budgétaire à des « établissements de santé autres » nous portent à nous inquiéter que les soins seront transférés des hôpitaux à des établissements privés, parfois à but lucratif, sans expertise ou responsabilité à l'égard du public.

Il n'y a pas de stratégie de revenus pour la relance.

Encore une fois, le budget de votre gouvernement n'a pas tenu compte adéquatement de la partie revenus de l'équation comme outil pour une relance après la pandémie. Des augmentations d'impôt pour les entreprises rentables et les personnes les plus riches généreraient des milliards de dollars en revenus qui pourraient être utilisés pour freiner la propagation de la COVID-19 et atténuer les pertes pour les personnes et les entreprises les durement touchées par la pandémie. Nous vous référerions au mémoire prébudgétaire du SCFP-Ontario dans lequel nous vous proposons d'examiner la possibilité d'augmenter les revenus par des mesures comme l'augmentation du taux global de l'impôt sur les sociétés à 16 % et l'imposition d'un impôt additionnel sur le capital du 1,0 % des Ontariens les plus riches. Le refus obstiné et systématique de votre gouvernement de même considérer la partie revenus du budget causera plutôt un tort à long terme au bien-être économique de l'Ontario.

Les réductions d'impôt et les subventions sont principalement destinées à ceux qui en ont le moins besoin.

Le budget de l'Ontario propose des réductions d'impôt avoisinant un milliard de dollars d'ici la troisième année de ce budget. En général, le SCFP n'est pas d'accord avec les réductions d'impôt parce que nous croyons qu'il est beaucoup plus efficace de dépenser de l'argent sur les programmes qui aident tout le monde, plutôt que de mettre l'argent dans les poches de entreprises rentables ou des quelques personnes riches de notre population. Étant donné la dévastation causée par le COVID-19 pour les petites entreprises, nous aurions été prêts à accepter des allègements fiscaux ciblés et temporaires pour les entreprises les plus durement touchées par la pandémie. Ce que ce gouvernement a offert est plutôt une série de réductions d'impôt qui, de manière générale, **ne** ciblent **pas** ceux qui ont été le plus durement touchés, offrant plutôt des réductions d'impôt aux entreprises, peu importe leurs besoins.

Il ne fait aucun doute que certaines entreprises ont été durement touchées par la pandémie. Les petits commerces de détail, les restaurants, l'hôtellerie et le divertissement ont tous subi une chute drastique du nombre de clients et des revenus depuis que la pandémie a frappé. Il ne fait cependant aucun doute non plus que de nombreuses entreprises ont

prospéré cette année et ont vu la demande pour leurs produits et services augmenter. Les géants de la vente au détail – des entreprises comme Loblaws et Walmart – s’en sont très bien tirés. Des entreprises de technologie ont également prospéré puisqu’il y a de plus en plus de gens qui font du télétravail. Pour d’autres entreprises, la pandémie de la COVID-19 a eu peu de conséquences sur leur bénéfice net. Les revenus perdus à la suite de l’élimination de l’impôt-santé des employeurs pour tous, à l’exception des entreprises les plus importantes, la réduction des impôts scolaires applicables aux entreprises et les baisses de taxes sur la bière et le vin auraient été plus utiles pour cibler plus précisément ces entreprises qui ont véritablement souffert pendant cette pandémie.

Nous nous opposons également au programme d’allègement de l’impôt foncier annoncé dans ce budget. Le SCFP croit que ce programme exercera des pressions démesurées sur les municipalités de l’Ontario afin qu’elles réduisent l’impôt foncier commercial à une période où les municipalités ont subi d’importantes pertes de revenus. Attribuer la responsabilité aux municipalités de sauver les petites entreprises en accordant des baisses permanentes de l’impôt foncier commercial n’est pas ce qu’on appelle faire preuve de leadership. Nos municipalités offrent certains des services publics les plus importants disponibles aux Ontariens. Comme nous le démontrerons ailleurs, ce budget est loin d’offrir les soutiens nécessaires aux municipalités qui subissent des pertes de revenus dévastatrices en raison de la pandémie.

Le coût des subventions pour l’électricité grimpe en flèche et les fonds pourraient être utilisés à meilleur escient ailleurs.

Le budget actuel a annoncé encore plus de subventions pour les tarifs d’électricité – cette fois, les réductions des tarifs d’électricité ciblent principalement les grandes entreprises industrielles et commerciales. Encore une fois, ce sont des subventions permanentes, déguisées sous forme de mesures d’aide pour les entreprises en temps de pandémie. En fait, ce genre de dépense n’est pas nécessaire.

Tableau 2 : Croissance des subventions pour l’électricité (en millions de dollars)

Réelle 2017-2018	Réelle 2018-2019	Réelle 2019-2020	Projetée 2020-2021	Total de l’augmentation en pourcentage	Total de l’augmentation en dollars
2 834	4 293	5 484	6 209	119 %	3 375

Avec le gouvernement conservateur, les subventions pour l’électricité ont plus que doublées au cours des trois dernières années. Ce programme coûte plus cher que tout autre programme en dehors des « trois principaux » (éducation, santé et services sociaux). Ces subventions coûtent plus cher aux contribuables et que tout le budget consacré à la justice. Elles représentent plus de six milliards de dollars par année. Elles représentent plus de **trois milliards de dollars** de plus par rapport à ce qu’elles étaient sous le

gouvernement Wynne précédent. Bien que nous ne connaissions pas le coût prévu de ces programmes à l'avenir, si nous nous basons sur les données historiques des subventions pour l'électricité, elles risquent d'augmenter.

Il serait inutile de subventionner tout coût d'électricité, que ce soit pour les individus ou les entreprises, si les gouvernements conservateurs et libéraux précédents n'avaient pas adopté des solutions à court terme de privatisation de l'électricité. Avant la privatisation partielle de la production d'électricité sous le gouvernement conservateur de Mike Harris, les entreprises et les individus de l'Ontario jouissaient d'un tarif raisonnable pour l'électricité publique. Cela a été essentiel pour la croissance économique généralisée et la concurrence. Depuis la privatisation, les tarifs ont monté en flèche pour les individus et les entreprises – une situation exacerbée par la vente d'Hydro One. Au lieu de traiter les causes sous-jacentes des tarifs d'électricité qui montent en flèche – privatisation et exploitants à but lucratif – ce gouvernement continue de dépenser des milliards de dollars, année après année, pour subventionner des coûts d'électricité à but lucratif plus élevés. La population subventionnera le résultat net de nombreuses entreprises très rentables, des années après que la pandémie aura été éradiquée. Encore une fois, le SCFP-Ontario encourage le gouvernement provincial à élaborer un plan pour nationaliser les services d'électricité – tant le transport que la production – au lieu de continuer à gaspiller des fonds publics pour subventionner des entreprises privées afin qu'elles puissent payer leurs factures d'électricité à un système d'hydroélectricité principalement privé et à but lucratif.

Le SCFP-Ontario recommanderait fortement l'utilisation de cet argent dépensé sur ce programme de subventions pour plutôt racheter ces actifs essentiels et soutenir les services publics.

Dépenses fantômes : réserves considérables et fonds de prévoyance non affectés

Dans son analyse des perspectives économiques de l'automne, le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario a souligné que le gouvernement de l'Ontario disposait de 9,3 milliards de dollars en dépenses non affectées dans la mise à jour économique de mars 2020². Ce chiffre semble avoir été diminué dans ce budget d'environ 4,6 milliards de dollars, laissant un fonds de prévoyance inutilisé d'environ 4,7 milliards de dollars. En plus de ces montants non affectés, le gouvernement a un fonds de prévoyance pour coûts d'exploitation *additionnel* de 2,9 milliards de dollars dans son budget pour 2020-2021, et un fonds de prévoyance pour les immobilisations d'un milliard de dollars dans les dépenses du Conseil du Trésor. Qui plus est, le gouvernement de l'Ontario a également affecté une réserve de 2,5 milliards de dollars pour 2020-2021, passant à 2 milliards de dollars en 2021-2022 et 2022-2023.

² Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario, « Perspectives économiques et budgétaires : Mise à jour de l'évaluation de l'incidence de la pandémie de COVID-19 », automne 2020, p. 9.

Ainsi, **plus de onze milliards de dollars** des dépenses annoncées dans ce budget ne sont pas attribuées. Non seulement cela augmente artificiellement le déficit, c'est de l'argent qui devrait, et doit, être dépensé pour aider ceux qui ont été le plus durement touchés par cette pandémie. Cet argent devrait également être utilisé pour améliorer les niveaux de financement de base des services publics mentionnés ci-dessus.

À quoi pourrait servir l'argent provenant des baisses d'impôt, des subventions et des fonds de prévoyance non affectés? En plus des dépenses de programmes de base améliorées, le SCFP-Ontario croit que l'on n'a pas répondu aux besoins suivants en ce qui a trait à la pandémie.

1. Le budget ne compense pas les programmes publics pour les pertes de revenus importantes :

Le SCFP-Ontario croit qu'une partie de l'argent servirait à meilleur escient pour compenser les municipalités, les universités et les garderies pour les lourdes pertes de revenus qu'elles ont subies cette année. Nous avons été heureux de voir le financement offert pour le transport en commun municipal afin d'aider les municipalités à faire face à la réduction substantielle des tarifs du transport en commun; cependant, rares ont été les autres groupes ou autres pertes de revenus dans le secteur public à avoir été compensés de la même manière. Les municipalités ont subi d'importantes pertes de revenus en raison de l'annulation des programmes de loisirs et des camps de jour, ainsi que des locations de patinoires et de centres communautaires. Les universités et les collèges publics ont subi une diminution majeure des frais d'inscription en raison de la baisse du nombre d'inscriptions d'étudiants internationaux. Les garderies, dont les marges de profits sont très minces, ont été particulièrement affectées par la pandémie. Bon nombre de garderies ont échoué et ont laissé les parents se débrouiller pour trouver de l'aide. D'autres, qui ont fermé en mars, doivent maintenant ouvrir avec plus de membres du personnel et moins d'enfants, sans augmentation du financement correspondante.

2. Fonds additionnels pour les salles de classe :

Des fonds additionnels auraient pu être dépensés pour assurer une meilleure sécurité pour nos enfants dans les écoles avec un moins grand nombre d'élèves par classe et une meilleure ventilation. Le gouvernement de l'Ontario a dépensé seulement une petite partie de ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité dans les salles de classe. Environ la moitié du montant de 1,3 milliard de dollars annoncé comme ayant été dépensé pour la réouverture des écoles ne constituait pas un financement gouvernemental mais provenait plutôt des propres réserves des conseils scolaires (500 millions de dollars). Une autre partie de ce montant de 1,3 milliard de dollars provenait d'un entretien différé annoncé précédemment. Les salles de classe ont

désespérément besoin de ressources additionnelles pour prévenir la propagation de la COVID-19 dans nos écoles et au sein de la collectivité.

3. Soutiens pour les travailleurs essentiels marginalisés :

La propagation de la COVID-19 pourrait être réduite par l'entremise d'un programme concerté pour soutenir les travailleurs essentiels marginalisés avec des soutiens comme des congés de maladie et d'isolement payés, une aide au logement et des soutiens communautaires.

Régimes de retraite à prestations cibles

Le SCFP-Ontario s'inquiète également des changements proposés à l'annexe 37 en ce qui a trait aux régimes de retraite à prestations cibles en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite*. Les modifications à la *Loi sur les régimes de retraite*, où les prestations cibles sont définies, sont maladroitement libellées. La définition exclurait de nombreux régimes de retraite qui fonctionnent présentement en tant que régimes de retraite à prestations cibles. Le SCFP siège sur le conseil d'administration de deux régimes de retraite à prestations cibles multiemployeurs, soit le Régime de retraite multi-secteur et le Régime de retraite des foyers d'accueil et établissements connexes. Nous pensons que c'est la façon dont le libellé a été fait, ce qui pourrait facilement être corrigé. Nous référerions le Comité aux commentaires faits par la Fédération du travail de l'Ontario sur cette question.

Conclusion

Les membres du SCFP sont ceux qui protègent et soutiennent les Ontariens pendant cette pandémie. Les services que nous offrons sont un élément intégral de toute relance économique. Si votre gouvernement veut vraiment protéger et soutenir les Ontariens, si vous voulez créer des conditions favorables pour une relance prospère, alors vous devez investir plus d'argent pour soutenir et protéger les programmes et les services publics qui continuent de faire rouler cette province.